

1609 01/27
64215 EURCOM UWV C.. WA
VIA WUI

1611 01/27
64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & FINE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.							

JO
ALL

International Inc

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 22:12 27-01-84 000135431 - 000138825

432

TELEX NR 15824-SG / BER 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 155 DU 27.01.84 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 APRES ATHENES

AU CONSEIL

LES MINISTRES ONT EU EN CADRE RESTREINT DES ECHANGES DE VUES SUR LA BASE D'UNE LONGUE INTERVENTION DE M. CHEYSSON QUI A DRESSE UN BILAN DE LA SITUATION ET PROPOSE UN CALENDRIER ET UNE METHODE.

L'ABSENCE D'ACCORD A ATHENES A PROVOQUE SURPRISE ET INQUIETUDE MAIS ATHENES A ETE BIEN PREPARE ET N'EST PAS UN ECHEC : DES RAPPROCHEMENTS SONT INTERVENUS ET UN LARGE CONSENSUS EXISTE SUR LES ORIENTATIONS D'AVENIR. SURTOUT, LES MEMBRES DU CONSEIL ONT TOUS RECONNU LA NECESSITE DE LA DIMENSION EUROPEENNE ET LES GOUVERNEMENTS SE SONT ABSTENUS ENSUITE DE REPLIQUES ET RIPOSTES NATIONALES.

POUR LE CALENDRIER, L'ECHANCE-CLE EST LE CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES EN MARS QUI DOIT 'FIXER LES ORIENTATIONS POUR L'AVENIR ET TRANCHER LE NOEUD GORDIEN DU PASSE' : REFORME DE LA PAC ET NOUVEAU REGIME FINANCIER (FINANCEMENT FUTUR, DISCIPLINE BUDGETAIRE ET CORRECTION DES DESEQUILIBRES SUR BASE DE LA PROPOSITION DE LA COMMISSION). CELUI-CI DEVRAIT EGALEMENT SE PRONONCER SUR LES NEGOCIATIONS AVEC LES USA (PRODUITS DE SUBSTITUTION AUX CEREALES) ET AVEC LES PAYS CANDIDATS (AGRICULTURE ET PECHE). SELON LA PRESIDENCE, LES NEGOCIATIONS D'ADHESION DEVRAIENT SE TERMINER, POUR L'ESSENTIEL, FIN SEPTEMBRE.

SUR LA METHODE, LES PROCEDURES SPECIALES ONT FAIT LEUR TEMPS. IL FAUT REVENIR AUX METHODES EPROUVEES.

TOUTES LES DELEGATIONS ONT APPUYE L'APPROCHE PRECONISEE PAR LA PRESIDENCE EN METTANT L'ACCENT SUR LA RELANCE DE LA COMMUNAUTE ET LES POLITIQUES NOUVELLES.

DANS SON INTERVENTION, LE PRESIDENT THORN A SOULIGNE LA NECESSITE DE REVENIR AUX PROCEDURES DU TRAITE. C'ETAIT AU CONSEIL DE DELIBERER ET DE DECIDER, QUELS QUE SOIENT LES MINISTRES QUI Y PARTICIPENT. IL IMPORTAIT PARTICULIEREMENT QUE LES DECISIONS SUR LES PRIX ET LA RESTRUCTURATION DE LA PAC SOIENT PRISES D'ICI LE MOIS DE MARS. LE CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DEVAIT COORDONNER ET CONTROLER LES TRAVAUX DES CONSEILS SPECIALISES ET NE PAS HESITER A DECIDER A LEUR PLACE SI NECESSAIRE. TOUT DEVAIT ETRE FAIT POUR QUE LE CONSEIL EUROPEEN DES 19 ET 20 MARS ABOUTISSE A DES RESULTATS CONCRETS.

EN CE QUI CONCERNE LE PROGRAMME DE TRAVAIL, IL EST PREVU QUE LE PRESIDENT DU CONSEIL ET LE PRESIDENT DE LA COMMISSION RENCONTREONT DANS LES TOUTES PROCHAINES SEMAINES LES DIFFERENTS GOUVERNEMENTS POUR EXPLORER AVEC EUX LES SOLUTIONS ENVISAGEABLES. UNE REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU PRESIDENT DE LA COMMISSION SE TIENDRA PRES DE PARIS LES 18 ET 19 FEVRIER, AVANT LA SESSION NORMALE DU CONSEIL.

LA COMMISSION, POUR SA PART, A PREVU DE REMETTRE UN 'DOCUMENT DE SYNTHESE' SUR LE FINANCEMENT FUTUR DE LA COMMUNAUTE. ELLE REPRENDRA SESS REFLEXIONS SUR CE DOSSIER DES SA PROCHAINE REUNION, LE 1ER FEVRIER.

Western Union International Inc

Weste

1.2 PROGRAMME-CADRE DE LA COMMISSION

LE PROGRAMME-CADRE QUE LA COMMISSION PRESENTERA AU PARLEMENT A SA SESSION DE FEVRIER S'INSCRIT A LA PERIODE CHARNIERE DE LA DERNIERE ANNEE DU MANDAT DE LA COMMISSION ET DE LA REELECTION DU PARLEMENT.

LES OBJECTIFS RETENUS A STUTTGART QUE LES CHEFS DE GOUVERNEMENT AVAIENT D'AILLEURS MIS EN TETE DE LEUR DECLARATION ET QUI VISAIENT A "UNE ACTION D'ENVERGURE POUR ASSURER LA RELANCE DE LA COMMUNAUTE" RESTENT VALABLES.

LA SOLUTION DES "PROBLEMES LES PLUS PRESSANTS" VISES PAR LE COMMUNIQUE DE STUTTGART DEVRAIT PERMETTRE UN DEBLOCAGE DE LA COMMUNAUTE. QUATRE DES CINQ SUJETS IDENTIFIES (RATIONALISATION DE LA P.A.C., REFORME DES FONDS STRUCTURELS ET PROGRAMMES INTERGRES MEDITERRANEENS, FINANCEMENT FUTUR ET CONCLUSION DES NEGOCIATIONS SUR L'ELARGISSEMENT) SONT REPRIS DANS LA PREMIERE PARTIE DU PROGRAMME-CADRE.

L'AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL, L'APPROFONDISSEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET LA RECONSTRUCTION DE LA PUISSANCE INDUSTRIELLE DE L'EUROPE, NOTAMMENT DANS LES DOMAINES DE POINTE, CONSTITUENT LES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA DEUXIEME PARTIE.

LA TROISIEME PARTIE VISE LES MOYENS DE RENFORCER L'EMPRISE DE LA COMMUNAUTE SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL A PARTIR DES ACTIONS QUE CELLE-CI A DEJA ENTREPRISES DANS LE DOMAINE DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE SA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT.

LA COMMISSION EST CONSCIENTE QUE LES CONTRAINTES BUDGETAIRES CONSTITUERONT EN 1984 UNE DIFFICULTE IMPORTANTE ET DELICATE SUPPLEMENTAIRE QU'IL S'AGIRA DE SURMONTER PAR DAVANTAGE DE RIGUEUR.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL "ACIER" (26 JANVIER)

A) QUOTAS DE PRODUCTION

APRES DEBAT, LE CONSEIL A DONNE SON AVIS CONFORME SUR LA PROROGATION DU SYSTEME JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1985 EN VUE D'ACCOMPAGNER LA MISE EN OEUVRE DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DECIDEE PAR LA COMMISSION EN JUIN 1983.

B) VOLET SOCIAL

LE CONSEIL, APRES AVOIR SOULIGNE LA NECESSITE D'UN VOLET SOCIAL ACCOMPAGNANT LES ACTIONS DE RESTRUCTURATION, A CHARGE LE COREPER D'EXAMINER LES ASPECTS TECHNIQUES ET FINANCIERS DE CES MESURES EN VUE D'UNE DECISION EN FEVRIER.

C) EXPORTATION DE FERRAILLE

LA COMMISSION AVAIT SAISI LE CONSEIL DES DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT QUE RENCONTRENT CERTAINS UTILISATEURS DE FERRAILLE DE LA COMMUNAUTE ET DE LA DEMANDE DE PLUSIEURS GOUVERNEMENTS DE PLAFONNER LES EXPORTATIONS QUI ONT CONNU UNE HAUSSE DE 55 0/0 EN 1983. LE CONSEIL EST CONVENU DE PROCEDER A UNE SURVEILLANCE ATTENTIVE DE CES EXPORTATIONS ET INVITE LA COMMISSION DE PROCEDER A UNE ETUDE DU MARCHÉ EN VUE DE LUI PERMETTRE D'APPRECIER LES CONSEQUENCES A EN TIRER EVENTUELLEMENT.

D) ARRANGEMENT ACIER USA

LE CONSEIL, INFORME DE L'INTRODUCTION PAR BETHLEHEM STEEL D'UNE PLAINTÉ DEVANT L'I.T.C. VISANT A OBTENIR UNE RESTRICTION DES IMPORTATIONS D'ACIER ORDINAIRE AUX USA, A CHARGE LA COMMISSION DE DEMANDER L'OUVERTURE DES CONSULTATIONS FORMELLES PREVUES PAR L'ARRANGEMENT DANS LE BUT D'OBTENIR DES GARANTIES QUANT AU RESPECT DE CELUI-CI.

Union of ...
Western European ...
International Telex

2.2 PROGRAMME ESPRIT

A L'ISSUE D'UNE BREVE DISCUSSION, LE CONSEIL A RENVOYE AU CONSEIL "RECHERCHE", PREVU LE 28 FEVRIER, LA DECISION FINALE D'ADOPTION DU PROGRAMME ESPRIT. IL SERA PROCEDE ENTRETEMPS A UN EXAMEN APPROFONDI DES CONSEQUENCES, POUR L'ORIENTATION DE L'ENSEMBLE DE LA RECHERCHE, DES CONDITIONS DE NATURE BUDGETAIRE AUXQUELLES LA DELEGATION ALLEMANDE SOUMET L'ACCORD QU'ELLE EST DISPOSEE A DONNER AU PROGRAMME. LA DELEGATION BRITANNIQUE N'EST PAS INTERVENUE DANS LE DEBAT.

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON S'EST DECLARE PREOCCUPE PAR LES CONSEQUENCES NEGATIVES DES LIMITES POSEES QUI ABOUTIRAIENT A ANNULLER CERTAINS PROGRAMMES EN COURS.

(MERCREDI AU COREPER, PLUSIEURS DELEGATIONS ONT FAIT PART DE L'IMPATIENCE DE CERTAINS INDUSTRIELS DE LEUR PAYS QUI HESITENT A S'ENGAGER SUR LEURS PROGRAMMES DE RECHERCHE POUR 1984).

2.3 ENERGIE (CONSEIL "A.G.")

AUCUN ACCORD N'EST INTERVENU SUR LES QUATRE POINTS SOUMIS AUX MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES : REGIME DES COMBUSTIBLES SOLIDES, CHARBONS A COKE, PROJETS DE DEMONSTRATION, CONTRIBUTION DU BUDGET CEE AU VOLET SOCIAL CHARBON. CES DOSSIERS FERONT L'OBJET D'UNE DISCUSSION INFORMELLE ENTRE LES MINISTRES DE L'ENERGIE AVANT LA REUNION FORMELLE DU CONSEIL SPECIALISE PREVUE POUR LE 14 FEVRIER QUI REPRENDRA L'ENSEMBLE DES PROBLEMES ENERGETIQUES EN SUSPENS.

2.4 NOUVEL INSTRUMENT COMMUNAUTAIRE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL EN VUE D'EMETTRE UNE DERNIERE TRANCHE D'EMPRUNT AU TITRE DU N.I.C. (OU "FACILITE ORTOLI"). CETTE TRANCHE DE 1400 MIO. D'ECUS EPUISERA LA DOTATION GLOBALE DE LA TROISIEME SERIE DE CES EMPRUNTS (3 MILLIARDS D'ECUS). DES A PRESENT, LA PREMIERE TRANCHE DECIDEE EN JUIN DERNIER EST CONSOMMEE A PROPORTION DES DEUX TIERS. LES EMPRUNTS SERONT DESTINES A SOUTENIR LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE, L'ENERGIE ET LES INFRASTRUCTURES, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR LE SOUTIEN AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

D'AUTRE PART, LA COMMISSION A ADOPTE LE RAPPORT SEMESTRIEL SUR LA SITUATION DES OPERATIONS D'EMPRUNTS ET DE PRETS A CE JOUR.

2.5 PROGRES TECHNOLOGIQUES ET MUTATIONS SOCIALES

LA COMMISSION A ADOPTE UN MEMORANDUM CONCERNANT LE CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ET LES MUTATIONS SOCIALES. LA COMMISSION Y PROPOSE UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE EN VUE D'APPORTER UNE REPOSE POSITIVE AUX DEFIS SOCIAUX QUI PEUVENT RESULTER DES NOUVELLES TECHNOLOGIES.

LA COMMISSION PRESENTE UN CERTAIN NOMBRE DE PROPOSITIONS DANS TROIS DOMAINES PRIORITAIRES : L'EDUCATION ET LA FORMATION, LA GESTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET L'ORGANISATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, LA PARTICIPATION AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES DANS L'ENTREPRISE (NOTAMMENT EN PROMOUVANT LA CONCLUSION D'ACCORDS ENTRE PARTENAIRES SOCIAUX).

LE RECOURS AUX FONDS EUROPEENS ET LA DIFFUSION D'EXPERIENCES NOVATRICES DEVRAIENT RENFORCER LES ACTIONS AINSI ENVISAGEES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 CONFERENCE CEE-PORTUGAL (23 JANVIER)

LA 16EME SESSION AU NIVEAU MINISTERIEL A PRIS ACTE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX. A CETTE OCCASION, M. NATALI A ANNONCE L'INTENTION DE LA COMMISSION DE PRESENTER DES PROPOSITIONS DETAILLEES CONCERNANT : LES AIDES PRE-ADHESION/STRUCTURES AGRICOLES (DEBUT FEVRIER), LA PECHE (FIN FEVRIER), LES PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES (MARS). LA COMMISSION POURRAIT EGALEMENT FORMULER DES PROPOSITIONS, D'ICI PAQUES, SUR LES BREVETS ET SUR LA BEI.

L'EXAMEN DU CHAPITRE AGRICOLE, UN DES SECTEURS PARTICULIEREMENT IMPORTANTS DE LA NEGOCIATION, A CONNU UNE NOUVELLE IMPULSION PAR LA REMISE PAR LA COMMUNAUTE D'UNE NOUVELLE DECLARATION CONCERNANT PRINCIPALEMENT LES MESURES ENVISAGEES POUR L'AMELIORATION DES STRUCTURES AGRICOLES PORTUGAISES AVANT ET APRES L'ADHESION ET PAR LA REPOSE DES AUTORITES PORTUGAISES A LLA DECLARATION DE LA COMMUNAUTE DU 29 NOVEMBRE 1983 (LE PORTUGAL A NOTAMMENT MARQUE SON ACCORD POUR LA POURSUITE SANS DELAI DES TRAVAUX SUR BASE DE LA METHODE DE TRANSITION PAR ETAPE PRECONISEE PAR LA COMMUNAUTE).

D'AUTRES CHAPITRES ONT ETE APPROFONDIS AVEC LA PRESENTATION PAR LE PORTUGAL DE DECLARATIONS SUR LES PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMES ET LES BREVETS.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 NEGOCIATIONS MULTILATERALES AU GATT

LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP A INFORME LE CONSEIL DES REFLEXIONS DE LA COMMISSION A L'EGARD DE LA PRISE DE POSITION DE M. NAKASONE POUR UN NOUVEAU ROUND AU GATT EN OBSERVANT QUE LA PROPOSITION NE COMPORTAIT AUCUNE INDICATION SUR LEUR SUBSTANCE POSSIBLE ET QUE LES USA N'AVAIENT PAS ENCORE PRIS OFFICIELLEMENT POSITION.

LA COMMUNAUTE DEVRAIT INSISTER SUR LA NECESSITE DE DONNER A D'EVENTUELLES NEGOCIATIONS UNE SUBSTANCE REELLE INTERESSANT LE PLUS GRAND NOMBRE DES MEMBRES DU GATT, DONC AUSSI LES PVD, MAIS NE PAS RETARDER NON PLUS L'ACHEVEMENT DU PROGRAMME DEFINI EN 1982.

CETTE APPROCHE POSITIVE ET PRUDENTE A ETE APPROUVEE EN PRINCIPE ET LES INSTANCES COMPETENTES INVITEES A APPROFONDIR LES REFLEXIONS TOUCHANT A LA SUBSTANCE, LA PREPARATION ET LE TIMING D'UN NOUVEAU ROUND EN VUE D'ABOUTIR A UNE POSITION COMMUNE.

4.2 RELATIONS CE/ETATS UNIS

LA COMMISSION A EU UN ECHANGE DE VUES SUR LES RELATIONS CE/ETATS UNIS SUR BASE D'UN RAPPORT ORAL DES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON.

ELLE A PRIS NOTE AVEC PREOCCUPATION DE LA MULTIPLICATION DES DEMANDES DE PROTECTION DE L'INDUSTRIE AMERICAINE, INTRODUITES OU EN COURS DE PREPARATION (ACIERS, CHAUSSURES, TEXTILES, VINS, MACHINES-OUTILS, CUIVRE, COUTELLERIE).

LEUR ACCEPTATION PAR LE GOUVERNEMENT AMERICAIN AURAIT UN EFFET NEFASTE SUR L'ENSEMBLE DU COMMERCE ET SERAIT EN TOTALE CONTRADICTION AVEC LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES PAYS OCCIDENTAUX A WILLIAMSBURG.

SELON LA COMMISSION LES DIFFICULTES DE L'INDUSTRIE AMERICAINE TROUVENT LEUR ORIGINE PRINCIPALEMENT DANS LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE POURSUIVIE PAR LES ETATS-UNIS ET LA SUR-EVALUATION DU DOLLAR QUI EN RESULTE.

LA COMMISSION CONTINUERA D'INSISTER AUPRES DES AUTORITES US POUR QU'ELLES HONORENT LEURS ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DU GATT, DE L'OCDE ET DU SOMMET ECONOMIQUE OCCIDENTAL DE WILLIAMSBURG EN REJETANT LES DEMANDES PROTECTIONNISTES ET EN TENANT PLEINEMENT COMPTE DES REPERCUSSIONS DE LEUR POLITIQUE INTERNE ('POLICY-MIX') SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET L'ECONOMIE MONDIALE.

4.3 RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'AELE

LA PRESIDENCE A APPUYE LA DEMANDE DE LA SUEDE (QUI PRESIDE ACTUELLEMENT L'AELE), D'UNE RENCONTRE AU NIVEAU MINISTERIEL DURANT LE PREMIER SEMESTRE 1984. M. CHEYSSON A SUGGERE QUE CETTE REUNION SE TIENNE A LUXEMBOURG, EN MARGE DU CONSEIL D'AVRIL. POURRAIENT ETRE EVOQUES, SELON L'AELE, OUTRE LES SUJETS D'ORDRE PUREMENT COMMERCIAL, LES PROJETS COMMUNAUTAIRES ACTUELS ET FUTURS QUI PREVOIENT UNE PARTICIPATION DE PAYS TIERS (JET, COST...) AINSI QUE LES RAPPORTS AVEC LES AUTRES PAYS TIERS (JAPON,...).

CETTE SUGGESTION A ETE APPUYEE PAR LA COMMISSION ET LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR LA RENCONTRE EN CHARGEANT LE COREPER DE LA PREPARER.

4.4 POLOGNE

APRES LES MINISTRES LUNDI AU DEJEUNER, LE COREPER A EU UN ECHANGE DE VUES SUR L'EVENTUALITE D'UN SOUTIEN COMMUNAUTAIRE A UN PROJET DE L'EPISCOPAT POLONAIS D'AIDES A L'AGRICULTURE PRIVEE EN POLOGNE DONT LA PRESSE S'EST FAIT L'ECHO.

ON NE PEUT A CE STADE QU'INDIQUER QU'IL N'EXISTE PAS ENCORE DE POSITION COMMUNAUTAIRE SUR CETTE QUESTION ET QUE LES MILIEUX BRUXELLOIS OBSERVENT UNE GRANDE DISCRETION EN LA MATIERE.

4.5 HONGRIE

LE CONSEIL A ENTENDU UN RAPPORT DETAILLE DU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP SUR LES RESULTATS DES CONTACTS QUE LA COMMISSION A ENTRETENUS AVEC LES AUTORITES HONGROISES DEPUIS LE DEBUT EN 1977 DE LEUR DEMANDE DE DEVELOPPER ET STRUCTURER LEURS RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE ET, EN DERNIER LIEU, L'ENTRETIEN QU'IL AVAIT EU LUI MEME ENCORE LA SEMAINE DERNIERE AVEC LE MINISTRE HONGROIS DU COMMERCE EXTERIEUR, M. VERESS.

LA PRESIDENCE A CONSTATE QUE TOUTES LES DELEGATIONS RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DE CE DOSSIER ET CONCLU QUE LA COMMISSION PEUT DESORMAIS ETABLIR UNE PROPOSITION DE DIRECTIVES, EN FORMULANT L'ESPOIR QUE LE CONSEIL DE MARS POURRAIT ETRE SAISI D'UN RAPPORT DU COREPER.

(ATTENTION DIS : LORS DES DEBATS, PLUSIEURS DELEGATIONS ONT APPUYE LA POSITION DU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP QUI PRECONISE, POUR ABORDER CE DOSSIER ET CES NEGOCIATIONS, UNE ATTITUDE EMPRUNTE DE PRAGMATISME ET DE PRUDENCE ET SOULIGNE LA NECESSITE DE RECHERCHER DES SOLUTIONS CONCRETES AUX PROBLEMES RENCONTRES DE PART ET D'AUTRE. DE SON COTE, LE MINISTRE HONGROIS A PROMIS DE FAIRE SAVOIR A BREF DELAI SI, SUR LES BASES INDIQUEES PAR NOUS, SON GOUVERNEMENT EST PRET A OUVRIR MAINTENANT LES NEGOCIATIONS. FIN DIS.)

4.6 TURQUIE

LE 23 JANVIER, LE PRESIDENT THORN A RECU M. VAHIT HALEFOGLU, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES. LE MINISTRE A FAIT UN EXPOSE COMPLET SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE EN TURQUIE. LA TURQUIE A L'INTENTION DE REVITALISER SES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS EUROPEENNES : CONSEIL DE L'EUROPE, COMMUNAUTES EUROPEENNES, ASSEMBLEE ATLANTIQUE. LE MINISTRE A DEMANDE L'AIDE DE LA COMMISSION DANS CE PROCESSUS CAR, PLUS VITE LA TURQUIE REINTEGRERA LES INSTITUTIONS EUROPEENNES, PLUS VITE LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE A L'EGARD DES MILITAIRES EN SERA FACILITE.

LE PRESIDENT THORN A INDIQUE QU'IL SOUHAITAIT QUE LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION ET DE LIBERALISATION AINSI QUE LE PLEIN RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, PUISSE AVANCER. C'EST A LA LUMIERE DES PROGRES DANS CETTE DIRECTION QUE LA COMMUNAUTE POURRAIT ENVISAGER UNE REVITALISATION DE SES RELATIONS AVEC LA TURQUIE.

LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP A RENCONTRE LE MINISTRE LE MEME JOUR A DINER. IL A SOULIGNE L'IMPORTANCE QUE LA COMMUNAUTE ATTACHE AU PLEIN RESPECT DES DROITS DE L'HOMME : SI LES AUTORITES TURQUES POUVAIENT FAIRE UN GESTE DANS CE DOMAINE, CE POURRAIT ETRE LE SIGNAL POUR AMORCER UNE NORMALISATION DES RELATIONS.

CES ENTRETIENS, DE CARACTERE TOUT A FAIT NORMAL, TEMOIGNENT D'UN CLIMAT NOUVEAU. LE COREPER EN A ETE INFORME.

4.7 CHYPRE

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS, MR. SPYROS KYPRIANOU, VISITED THE COMMISSION ON 20 JANUARY. DURING HIS VISIT, MR. KYPRIANOU HAD TALKS WITH PRESIDENT THORN AND VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP AND NATALI.

THE DISCUSSIONS COVERED ALL ASPECTS OF EC-CYPRUS RELATIONS IN THE CONTEXT OF RECENT POLITICAL DEVELOPMENTS IN CYPRUS.

IT WAS AGREED THAT THE COMMISSION SERVICES WOULD HOLD EXPLORATORY TALKS WITH THE CYPRIOT AUTHORITIES IN FEBRUARY REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A CUSTOMS UNION BETWEEN THE COMMUNITY AND CYPRUS.

4.8 ISRAEL

M. GIDEON PATT, MINISTRE ISRAELIEN DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, A RENDU VISITE, LE 20 JANVIER AU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET A M. NARJES.

M. PATT A INFORME SES INTERLOCUTEURS DES NEGOCIATIONS QU'ISRAEL A ENGAGEES AVEC LES ETATS-UNIS POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD COMMERCIAL DANS LE CADRE D'UNE ZONE DE LIBRE-ECHANGE. M. PATT A TENU A ASSURER QUE LE GOUVERNEMENT ISRAELIEN VEILLERAIT A CE QUE CET ACCORD NE PORTE PAS PREJUDICE AU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD CEE-ISRAEL. CERTAINES AUTRES QUESTIONS, CONCERNANT NOTAMMENT LES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE POUR ISRAEL ET LA COOPERATION INDUSTRIELLE ONT ETE EGALEMENT EVOQUEES.

4.9 BRESIL

INSTITUEE PAR L'ACCORD-CADRE DE COOPERATION ENTRE EN VIGUEUR LE 1ER OCTOBRE 1982, LA COMMISSION MIXTE S'EST REUNIE A BRUXELLES LES 19 ET 20 JANVIER.

APRES AVOIR EVOQUE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SES PERSPECTIVES AU BRESIL ET DANS LA COMMUNAUTE, LES DEUX PARTIES ONT EU UN ECHANGE DE VUES SUR LE SYSTEME MULTILATERAL DE COMMERCE ET EXAMINE L'EVOLUTION DU COMMERCE BILATERAL.

EN MATIERE DE COOPERATION, UN PROJET DE RAPPROCHEMENT ENTRE ENTREPRISES MOYENNES VA FAIRE L'OBJET D'UNE ETUDE PRATIQUE. DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE, UNE EVALUATION DE LA DEMANDE ET DES SOURCES NOUVELLES EST DEJA EN COURS. LA DELEGATION BRESILIENNE A PRESENTE D'AUTRES PROJETS DANS LES SECTEURS CONSIDERES COMME PRIORITAIRES PAR LES DEUX DELEGATIONS.

EN MATIERE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE, LE BRESIL A EXPRIME SON INTERET POUR LA MEDECINE, L'AGRICULTURE TROPICALE ET L'ENVIRONNEMENT. ENFIN, POUR LA COOPERATION AGRICOLE, LA DELEGATION BRESILIENNE TRANSMETTRA SOUS PEU DES PROJETS CONCRETS.

LA DELEGATION BRESILIENNE A PROPOSE QUE LA PROCHAINE REUNION SE TIENNE AU BRESIL EN 1985.

4.10 COSTA RICA : VISITE MINISTERIELLE (20 JANVIER)

UNE DELEGATION MINISTERIELLE DU COSTA RICA (RELATIONS EXTERIEURES, ENERGIE ET PLANIFICATION) A ETE RECUE PAR M. HAFERKAMP ET L'A INFORME DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN AMERIQUE LATINE, EN SOULIGNANT LES EFFORTS FAITS DANS LEUR PAYS POUR AMELIORER LE NIVEAU DE VIE ET ASSISTER LES NOMBREUX REFUGIES DANS LA REGION.

IL A ETE PROCEDÉ A DES ECHANGES DE VUES SUR LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE, LE PLAN KISSINGER, LES INITIATIVES DE L'AMBASSADEUR STONE ET LES DEVELOPPEMENTS DE L'INITIATIVE CONTADORA.

M. HAFERKAMP A RAPPELE L'APPUI DE LA COMMUNAUTE A L'INITIATIVE CONTADORA ET LES EFFORTS D'AIDE COMMUNAUTAIRE BILATERALE. IL A EGALEMENT MENTIONNE LA BONNE VOLONTE DE LA COMMUNAUTE A EXAMINER L'OPPORTUNITE D'UN ACCORD DE COOPERATION AVEC L'AMERIQUE CENTRALE SUR LE MODELE DE L'ACCORD AVEC LE PACTE ANDIN.

AVEC LES SERVICES DE LA COMMISSION, IL A ETE QUESTION D'UN PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL AUQUEL LA COMMUNAUTE APPORTERA UNE AIDE TECHNIQUE ET FINANCIERE DE 18 MIO ECUS AINSI QUE DES POSSIBILITES DE COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE.

4.11 NEGOCIATIONS ACP-CEE

LE CONSEIL A FAIT LE POINT DES NEGOCIATIONS DANS LA PERSPECTIVE DE LA CONFERENCE MINISTERIELLE ACP-CEE PREVUE POUR LES 9 ET 10 FEVRIER 84.

EN PRESENTANT SON RAPPORT, M. PISANI A NOTE LES PROGRES DEJA REALISES :

- ACCORD SUBSTANTIEL, BIEN SUR NON ENCORE FORMALISE, SUR LES PRINCIPES DE BASE DE LA COOPERATION.
- LARGES CONVERGENCES ET COMPLEMENTARITES EN CE QUI CONCERNE LES OBJECTIFS ENONCES PAR L'UNE ET L'AUTRE PARTIE.
- DISCUSSION FRANCHE SUR LES DROITS DE L'HOMME : LES ACP ONT INTRODUIT LE CONCEPT DE 'DROIT AU DEVELOPPEMENT'.
- DEBAT IMPORTANT SUR LE POLICY DIALOGUE, MAIS PERSISTANCE DE MALENTENDUS SUR LE CONCEPT.
- DEMARRAGE DES TRAVAUX SUR 3 DOMAINES SPECIFIQUES : AGRICULTURE, ASPECTS SOCIO-CULTURELS, INDUSTRIE (DEPUIS LUNDI LES DISCUSSIONS ONT EGALEMENT DEMARRE SUR LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE, REGIONALE, DOUANIERE, MINES ET ENERGIE).

LES DISCUSSIONS DANS LE CONSEIL ONT NOTAMMENT PORTE SUR LE 'DIALOGUE' - LA COMMUNAUTE SOUHAITE SOULEVER CE POINT A LA CONFERENCE MINISTERIELLE DANS L'OPTIQUE DE DISSIPER LES MALENTENDUS- ET SUR LES DROITS DE L'HOMME. LE CONSEIL POURSUIVRA, AU NIVEAU INTERNE LA DISCUSSION POUR DEFINIR SA LIGNE DE CONDUITE POUR LA SUITE DES NEGOCIATIONS. LE CONSEIL SE REUNIRA JUSTE AVANT LA CONFERENCE CONJOINTE POUR FINALISER SA POSITION. IL SOUHAITE DONNER UNE NOUVELLE IMPULSION AUX NEGOCIATIONS, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES DOMAINES SPECIFIQUES, ET ACCELERER LE RYTHME DES TRAVAUX.

4.12 AIDE ALIMENTAIRE : POLITIQUE ET GESTION

LA COMMISSION A APPROUVE UNE COMMUNICATION PROPOSANT LES REGLES NECESSAIRES A LA MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'AIDE AINSI QUE LA QUANTITE GLOBALE DES PRODUITS POUR 1984.

CE REGLEMENT EST ANALOGUE A CELUI DE 1983 NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE :

- LA LISTE DES PRODUITS,
- LES PAYS ET ORGANISMES BENEFICIAIRES,
- LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT,
- LES CONDITIONS D FOURNITURE DE L'AIDE,
- LES MODALITES D'ACHAT DES PRODUITS ALIMENTAIRES.

IL EN DIFFERE NOTAMMENT SUR LES ACTIONS PLURIANNUELLES : LA COMMISSION PEUT ENVISAGER EN 1984 CE TYPE D' ACTIONS DONT LES DEMANDES SERONT A EXAMINER INDIVIDUELLEMENT PAR LE COMITE DE L'AIDE ALIMENTAIRE.

CETTE COMMUNICATION NE TRAITE PAS LE PROBLEME DE LA REPARTITION ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES.

4.13 UNCTAD : COMPENSATION FOR EXPORT EARNINGS SHORTFALLS

THE BELGRADE CONFERENCE INVITED VIEWS ON THIS QUESTION TO BE SENT TO THE UNCTAD SECRETARY GENERAL. THE COMMISSION CONSIDERED IT COULD BE APPROPRIATE TO FORWARD A COMMUNITY REPLY WHICH COULD NOT PRECLUDE NATIONAL REPLIES FROM MEMBER STATES BUT WOULD UNDERLINE THE IMPORTANCE THE COMMUNITY ATTACHED TO THIS QUESTION.

THIS WAS EXTENSIVELY DISCUSSED IN THE COUNCIL AND A REPLY ALONG THESE LINES WAS AGREED WHICH -INTER ALIA- RECALLED THAT THE COMMUNITY WAS CONTINUING TO STUDY THE POSSIBILITY OF EXTENDING THE STABEX SYSTEM OR SOMETHING SIMILAR TO THOSE LEAST DEVELOPED COUNTRIES WHICH WERE NOT PARTIES TO THE LOME CONVENTION.

4.14 BANQUE MONDIALE : VISITE VICE-PRESIDENT GURESHI

M. GURESHI, VICE-PRESIDENT (FINANCES) DE LA BANQUE MONDIALE A RENDU VISITE LES 25 ET 26 JANVIER 1984 A LA COMMISSION. IL A EU DES ENTRETIENS AVEC MM. PISANI ET FRISCH AINSI QUE LE VICE-PRESIDENT ORTOLI. LES ENTRETIENS AVEC M. PISANI ONT PORTE SUR LE RESULTAT DES NEGOCIATIONS POUR LA 7EME RECONSTITUTION DES RESOURCES DE L'AID, LES ARRANGEMENTS COMPLEMENTAIRES RECHERCHES PAR LA BANQUE POUR COMPLETER LES RESSOURCES DE L'AID, AINSI QUE L'ETAT D'AVANCEMENT DES NEGOCIATIONS EN VUE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC LES ETATS ACP.